

DECLARATION PUBLIQUE D'INTERETS (DPI)

Arrêté du 5 juillet 2012 portant fixation du document type de la déclaration publique d'intérêts mentionnée à l'article L. 1451-1 du code de la santé publique

Je soussigné(e) **CHRISTOPHE PEYREFITTE**

Reconnais avoir pris connaissance de l'obligation de déclarer tout lien d'intérêts direct ou par personne interposée avec les entreprises, établissements ou organismes dont les activités, les techniques et les produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de l'organisme au sein duquel j'exerce mes fonctions ou de l'instance collégiale, de la commission, du conseil, du groupe de travail, dont je suis membre ou invité à apporter mon expertise, ainsi qu'avec les sociétés ou organismes de conseil intervenant dans les mêmes secteurs.

Je renseigne cette déclaration en qualité :

- D'agent de Santé publique France
- De membre ou conseil d'une instance collégiale, d'une commission, d'un comité ou d'un groupe de travail (veuillez préciser) au sein de Santé publique France
- De personne invitée à apporter mon expertise à Santé publique France
- Autre (préciser)
Pharmacien militaire du Service de Santé des Armées

Je m'engage à actualiser ma DPI dès qu'une modification intervient concernant ces liens ou que de nouveaux liens sont noués, et au minimum annuellement même sans modification.

Il vous appartient, à réception de l'ordre de jour d'une réunion, de vérifier si les liens d'intérêts que vous avez déclarés ou qui pourraient apparaître de manière ponctuelle sont compatibles avec votre présence lors de tout ou partie de cette réunion et d'en avvertir l'interlocuteur désigné au sein de l'institution, et le cas échéant le président de séance, si possible, avant sa tenue. En cas de conflits d'intérêts, votre présence est en effet susceptible d'entacher d'irrégularité les décisions prises ou les recommandations, références ou avis émis et d'entraîner l'annulation de la décision prise ou de celle qu'aura pu prendre l'administration au vu de cette délibération.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : dpi-support@santepubliquefrance.fr.

Le présent formulaire sera publié sur le site de l'institution ou des institutions mentionnées dans la déclaration et/ou sur le site du ministère chargé de la santé.

1. Votre activité principale

1.1 Votre activité principale exercée actuellement

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
Ministère de la Défense/Institut de Recherche Biomédicale des Armées	Bretigny sur Orge	Chef de l'unité de Virologie	01/2011	

1.2 Vos activités exercées à titre principal au cours des 5 dernières années

A ne remplir que si différentes de celles remplies dans la rubrique 1.1

Activité libérale

Autre (activité bénévole, retraité, ...)

Activité salariée

Employeur principal	Adresse de l'employeur	Fonction occupée dans l'organisme	Début	Fin
Ministère de la Défense/Institut de Recherche Biomédicale des Armées	Bretigny sur Orge	adjoint au chef de l'unité de virologie	09/2006	12/2010

2. Vos activités exercées à titre secondaire

2.1 Vous participez ou vous avez participé à une instance décisionnelle d'un organisme public ou privé dont l'activité, les techniques ou produits entrent dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Sont notamment concernés les établissements de santé, les entreprises et les organismes de conseil, les organismes professionnels (sociétés savantes, réseaux de santé, CNPS), les associations de patients.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

2.2 Vous exercez ou vous avez exercé une activité de consultant, de conseil ou d'expertise auprès d'un organisme entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Il peut s'agir notamment d'une activité de conseil ou de représentation, de la participation à un groupe de travail, d'une activité d'audit, de la rédaction d'articles ou de rapports d'expertise.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Fonction occupée dans l'organisme	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
Fondation Mérieux/AFD	Expertise mission Resaolab/aide à la Guinée post Ebola, ponctuellement qqes jours	Aucune		11/2014	06/2015
Senat/Atelier des maladies infectieuses	expert participant	Aucune		04/2015	04/2015
Comité local des experts du P4 INSERM Jean Mérieux sous la présidence du Préfet de zone de défense	Expert	Aucune		01/2012	
DGA/CATOD	Membre du groupe de travail de l'étude prospective et stratégique (EPS 2012-2031)	Aucune		01/2012	12/2012
Atelier de prospective du Sénat concernant les nouvelles menaces des maladies infectieuses émergentes	Expert participant	Aucune		05/2012	05/2012
Service de Santé des Armées - Direction Générale pour l'Armement	Membre du groupe d'Etude de définition des procédures de diagnostic rapide de terrain: projet Diagen	Aucune		09/2007	09/2008
AVIESAN	Membre du groupe de travail sur les encéphalites	Aucune		02/2012	02/2012
ANSES	Membre du comité d'évaluation des activités de recherche "virologie et maladies neurodégénératives"	Aucune		07/2012	07/2012
Centre de formation civilo-militaire NRBCE	Expert	Aucune		01/2013	01/2014
Institut Pasteur/Expertise France	Expertise aide à la Guinée post-Ebola, 4 jours	Aucune		12/2015	12/2015
Fondation Mérieux/AFD	Conseiller special du ministre de la santé Guinée, crise Ebola	Aucune		09/2014	10/2014
Fondation Merieux/Expertise France	Expert audit du laboratoire national de sante publique Myanmar, 4 jours	Aucune		10/2015	10/2015
Fondation Mérieux/Expertise France	Expertise au profit de la Guinée, post Ebola, 4 jours	Aucune		09/2015	09/2015
ANSES	Membre du comité d'évaluation des activités de recherches "virologie", 4 jours	Aucune		06/2015	07/2015

2.3 Vous participez ou vous avez participé à des travaux scientifiques et études pour des organismes publics et/ou privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France.

Doivent être mentionnées les participations à des travaux scientifiques, notamment la réalisation d'essais ou d'études cliniques ou pré-cliniques, d'études épidémiologiques, d'études médico-économiques, d'études observationnelles sur les pratiques et prescriptions, etc.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Organisme (société, établissement, association)	Domaine et Type de travaux	Nom du produit de santé ou du sujet traité	Essais ou études cliniques ou précliniques	Type d'étude	Votre rôle	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
BioMérieux, CEA	travail scientifique - diagnostic rapide de terrain Ebola, mise en place et formation	bioFire biothreat-E panel et bandelette de diagnostic rapide	Oui	Etude monocentrique	Expérimentateur non principal	Aucune		07/2015	10/2015

2.4 Vous avez rédigé un article, intervenez ou êtes intervenu dans des congrès, conférences, colloques, réunions publiques diverses ou formations organisés ou soutenus financièrement par des entreprises ou organismes privés entrant dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Entreprise ou organisme invitant (société, association)	Lieu et intitulé de la réunion	Sujet de l'intervention / Nom du produit visé	Prise en charge des frais de déplacement	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
J Virol.	-	Enhancement of Ebola virus infection via ficolin-1 interaction with the mucin domain of GP glycoprotein.		Aucune		03/2016	
J Biol Chem.	-	Crystal Structure of the Vaccinia Virus Uracil-DNA Glycosylase in Complex with DNA.		Aucune		07/2015	
J Infect Dis.	-	Deployment of the French Military Field Laboratory Dedicated to Ebola Virus Infected Patients in Guinea, January-July 2015.		Aucune		11/2015	
Ecole normale supérieure	ENS Lyon - cours de virologie	fièvre hémorragique de Crimée congo, Virus ebola	Non	Aucune		09/2013	
Virus Res.	-	Hepatocyte pathway alterations in response to in vitro Crimean Congo hemorrhagic fever virus infection.		Aucune		01/2014	01/2014
Emerg Infect Dis.	-	Concomitant human infections with 2 cowpox virus strains in related cases, France, 2011.		Aucune		12/2013	
Med Sci	-	[A first outbreak of Ebola virus in West Africa].		Aucune		07/2014	
Institut de recherche biomédicale des armées	Ecole du Val de Grace, Paris -	Pathogenèse du virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo	Oui	Aucune		10/2012	
VectorBorne and Zoonotic Dis	-	Diversity of Phlebotomus perniciosus in Provence, south-eastern France – Detection of two putative new phlebovirus sequences		Aucune		12/2012	
J Virol Meth	-	Development of a one step real time RT-PCR assay to detect and quantify Dugbe virus		Aucune		03/2011	
Eurosurveillance,	-	Arthropod-borne viruses transmitted by Phlebotomine sandflies in Europe: a review		Aucune		01/2010	

AVIESAN	Ecole du Val de Grace, Paris -	Diagnostic et pathogenèse du virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo	Oui	Aucune		10/2011	
International meeting emerging vector-borne viral diseases	Padova, Italie -	Pathogenesis of Crimean-Congo hemorrhagic fever	Oui	Aucune		02/2011	
University of Singapore pour la Singapore Society for Microbiology and Biotechnology	Singapour -	Crimean-Congo haemorrhagic fever virus pathophysiology: the host, the tick and the virus	Oui	Aucune		03/2010	
Societe française de virologie	Paris - journées francophones de virologie	Virus transmis par les tiques : cas du virus de Crimée-Congo un pathogène mortel	Oui	Aucune		01/2009	
Institut Pasteur Paris	Paris - Cours de virologie Fondamentale	virus des fièvres hémorragiques	Oui	Aucune		09/2014	
PLoS One	-	Crimean-Congo hemorrhagic fever virus-infected hepatocytes induce ER-stress and apoptosis crosstalk		Aucune		01/2012	
Virol J	-	Inhibition of Hazara nairovirus replication by small interfering RNAs and their combination with ribavirin		Aucune		03/2011	
J Gen Virol	-	Differential activation profiles of Crimean-Congo hemorrhagic fever virus versus Dugbe virus infected antigen presenting cells		Aucune		01/2010	
Rev Sci Tech.	-	Crimean-Congo haemorrhagic fever.		Aucune		08/2015	
Antiviral Res.	-	Evaluation of Crimean-Congo hemorrhagic fever virus in vitro inhibition by chloroquine and chlorpromazine, two FDA approved molecules.		Aucune		01/2015	
Université catholique de Lyon	Lyon - Cours de virologie	Virus de fièvres hémorragiques	Non	Aucune		02/2015	

2.5 Vous êtes inventeur et/ou détenteur d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non brevetée en relation avec le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Inventeur et/ou détenteur d'un brevet ou d'un produit, procédé ou toute autre forme de propriété intellectuelle non breveté

Nature de l'activité et nom du brevet, produit, etc.	Structure qui met à disposition le brevet, produit, etc.	Perception intéressément	Rémunération	Montant perçu	Début	Fin
Procédé d'identification de microorganisme sans a priori et kit d'identification FR2941698 (A1) ; WO2010092266 (A2); WO2010092266 (A3)	Institut de recherche biomédicale des armées	Non	Aucune		01/2010	

3. Activités que vous dirigez ou avez dirigées et qui ont bénéficié d'un financement par un organisme à but lucratif dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Le type de versement peut prendre la forme de subventions ou contrats pour études ou recherches, bourses ou parrainage, versements en nature ou numéraires, matériels, taxes d'apprentissage.

Sont notamment concernés les présidents, trésoriers et membres des bureaux et conseils d'administration.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

4. Participations financières dans le capital d'une société dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Tout intérêt financier : valeurs mobilières cotées ou non, qu'il s'agisse d'actions, d'obligations ou d'autres avoirs financiers en fonds propres ; doivent être déclarés les intérêts dans une entreprise ou un secteur concerné, une de ses filiales ou une société dont elle détient une partie du capital dans la limite de votre connaissance immédiate et attendue. Il est demandé d'indiquer le nom de l'établissement, entreprise ou organisme, le type et la qualité des valeurs ou pourcentage du capital détenu.

(Les fonds d'investissement en produits collectifs de type SICAV ou FCP - dont la personne ne contrôle ni la gestion, ni la composition - sont exclus de la déclaration).

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

5. Proches parents salariés et/ou possédant des intérêts financiers dans toute structure, dont l'objet social entre dans le champ de compétence, en matière de santé publique et de sécurité sanitaire, de Santé publique France

Les personnes concernées sont :

- le conjoint [époux (se) ou concubin(e) ou pacsé(e)], parents (père et mère) et enfants de ce dernier
- les enfants
- les parents (père et mère)

Cette rubrique doit être renseignée si le déclarant a connaissance des activités de ses proches parents.

Je n'ai pas de lien d'intérêt à déclarer dans cette rubrique

6. Autres liens d'intérêts que vous considérez devoir être portés à la connaissance de Santé publique France

Si besoin, au vu des précisions apportées par l'organisme au présent document-type.

Actuellement ou au cours des 5 années précédentes

Élément ou fait concerné	Commentaires	Somme perçue	Début	Fin
Convention avec la Fondation Merieux pour l'utilisation du laboratoire des pathogènes émergents de la fondation Merieux de la tour CERVI-Lyon Gerland			2008	
Convention avec l'INSERM pour l'utilisation du P4 INSERM Jean Merieux			2008	
Convention avec la société Fabentech pour l'obtention d'une bourse de thèse CIFRE avec la DGA			2014	2017


7. Si vous n'avez renseigné aucun item après le 1, cochez la case et signez en dernière page

Je n'ai renseigné aucun item après la section 1.

Article L. 1454-2 du code de la santé publique

« Est puni de 30 000 euros d'amende le fait pour les personnes mentionnées aux I et II de l'article L. 1451-1 et à l'article L. 1452-3 d'omettre, sciemment, dans les conditions fixées par ce même article, d'établir ou de modifier une déclaration d'intérêts afin d'actualiser les données qui y figurent ou de fournir une information mensongère qui porte atteinte à la sincérité de la déclaration ».

Fait à Lyon
Le 31/03/2016



Signature obligatoire
(mention non rendue publique)

Les informations recueillies seront informatisées et votre déclaration (à l'exception des informations relatives aux montants déclarés et à l'identité des proches) sera publiée sur le site internet de Santé publique France. Santé publique France est responsable du traitement ayant pour finalité la prévention des conflits d'intérêts en confrontant les liens déclarés aux objectifs de la mission envisagée au sein de Santé publique France.

Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mé^l à l'adresse suivante : dpi-support@santepubliquefrance.fr